



PROGRAMME D'ACTIVITÉS AUTOGÉRÉES
DES DYNAMIQUES DU FORUM SOCIAL
DU MAGHREB ET DU MACHREK
AU FORUM SOCIAL MONDIAL

DAKAR - 2011

FORUM SOCIAL MAGHREBIN / 63 RUE KADI AYAD, DIOUR JAMAA, RABAT
TEL. +212 537 68 39 26 / FAX. +212 537 77 07 22 / fsmaghreb@gmail.com



«LE MAGHREB ET LE MACHREK FACE A LA CRISE SYSTEMIQUE DU NEOLIBERALISME POUR LA DEMOCRATIE, LA LIBERTE ET LA REPARTITION EQUITABLE DES RICHESSES»

Le Maghreb et le Machrek sont en ébullition, de Nouakchott à Sidi Bouzid en Tunisie, et du Caire à Sanaa, les peuples se révoltent contre la cherté de la vie, les restrictions des libertés, contre les murs qui se dressent pour interdire la liberté de circulation, contre les systèmes autoritaires, pour la démocratie, la liberté, la dignité, l'égalité et le respect des droits fondamentaux.

La révolution en Tunisie et la révolte en Egypte sont à la fois l'aboutissement inéluctable face aux dictatures, à la corruption, à la dilapidation des biens publics, à l'économie de rente, à l'injustice, mais aussi l'expression de la centralité de la question sociale et son lien indissociable avec la démocratie politique et institutionnelle. Les mouvements sociaux du Maghreb souhaitent faire de ce moment du Forum Social à Dakar, un moment fort pour:

- Donner une visibilité aux résistances des peuples de la région pour la démocratie et la justice sociale
- Renforcer les solidarités en les articulations des luttes pacifiques entre les forces qui luttent pour la démocratie au Maghreb
- Approfondir la réflexion, dans le respect de la diversité et la liberté d'expression, sur les problèmes qui secouent la région, pour apporter leur contribution aux alternatives pour la résolution des conflits, et particulièrement le conflit au Sahara, les velléités d'hégémonisme, les systèmes politiques, qui entravent l'édification du Maghreb des Peuples
- Réaffirmer et reconstruire les liens et les racines d'un Maghreb pleinement africain et renforcer la convergence, les solidarités et les articulations des luttes et des résistances pour reconstruire une véritable unité africaine
- Renforcer notre soutien en tant que Maghrébins à la lutte des peuples palestiniens et irakiens et notre engagement à la lutte contre l'impérialisme américain, contre l'Etat sioniste d'Israël, contre la guerre globale, contre la militarisation dont seuls les peuples en font les frais. Ce sera aussi l'occasion de consolider le processus de mise en place d'un Forum Social Maghreb Machrek, pour un autre monde possible.

SEMINAIRES FSMAGHREB

07/02/2011 - Conférences

FOCUS SUR LA TUNISIE: La révolution du Jasmin :

TOUR 1 : 08h30-11h30

La révolution tunisienne : témoignages et analyses.

TOUR 2 : 12h30-15h30

Regards croisés sur les émeutes populaires d'Alger, Tunis, le Caire et Sanaa : La révolution tunisienne, leçons et perspectives pour la démocratie en Afrique et Moyen Orient.

Traduction : Français Anglais Arabe

09/02/2011 - Conférences

12h30-15h30

LE MAGHREB DES LUTTES : LES MOUVEMENTS SOCIAUX FACE AUX IMPACTS DE LA CRISE SUR LES DESCE ET LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Les mouvements sociaux face aux impacts de la crise sur les DESCE et les droits-civils et politiques

Traduction : Français Anglais Arabe

16h00-19h00

L'UNITE DU MAGHREB FACE AUX DEFIS DE LA RESOLUTION DES CONFLITS : QUELLES ALTERNATIVES FACE AUX ECHECS DES ETATS, A LA MILITARISATION, POUR LA PAIX, LA JUSTICE SOCIALE ET LA DEMOCRATIE.

Quelles alternatives face aux échecs des États, à la militarisation, pour la paix, la justice sociale et la démocratie.

Traduction : Français Anglais Arabe

10/02/2010 - ASSEMBLEES

08H30 - 19H00

ASSEMBLEE MAGHREBINE

L'Assemblée sera un moment de rétrospective du processus du Maghreb des Peuples, mais aussi de mise en place de coordination pour la mise en œuvre des recommandations et de renforcement des initiatives pour l'édification du Maghreb des peuples

Témoignages de luites (de Nouakchott à Sidi Bouzid), en passant par Agdem Izig, Tinghir, Al Hoceima, Alger et le baillon libyen)

- Le coût du non Maghreb : approche économique
- La militarisation de la région et les risques de guerre, zones de non droit, émergence d'une économie criminelle
- Démocratie politique : le désenchantement politique des jeunes, la démocratie participative, le renouveau de la gauche politique
- L'islam politique au Maghreb
- La Culture au service de la lutte pour les droits et la démocratie : émergence de nouvelles formes d'expression politique
- Quelles mesures pour l'approfondissement et la concrétisation sur le terrain de l'Appel pour la résolution Pacifique du conflit au Sahara Occidental ?
- Les enclaves de Sebta et Melilla et la problématique de la décolonisation
- Quelles campagnes pour la protection des droits de l'homme au Maghreb
- Quelles mesures pour la protection des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux au Maghreb ? Vers un Réseau Maghrébin pour la promotion et la protection des DESCE ?
- Le Maghreb, l'unité du Maghreb, ne se fera qu'avec les femmes maghrébines : quelles mesures pour la promotion de l'égalité, du droit à la citoyenneté des femmes au Maghreb ?
- La liberté de circulation et l'ouverture des frontières : un droit et un jalon vers l'unité du Maghreb
- Le Maghreb partie intégrante de l'Afrique : comment consolider la coopération Sud-Sud
- Quelles approches du mouvement social africain pour la protection des droits des réfugiés
- Quelles stratégies pour la protection de l'environnement et l'inscription du mouvement social africain dans la lutte du mouvement mondial écologique
- Quelles réponses du mouvement social africain à la crise systémique du capitalisme ?

ATELIERS / TABLE RONDES AUTOGERES DYNAMIQUES FSMAGHREB ET MACHREK ASSOCIATIONS, RESEAUX ET MOUVEMENTS PARTENAIRES

COORDINATION MAGHREBINE DES ORGANISATIONS DE DROITS DE L'HOMME (CMODH)

08 /02/2011
16h00-19h00

La liberté de circulation dans les pays Maghrébins :

Constat :

- Fermeture de la frontière terrestre entre l'Algérie et le Maroc. Instauration de visas entre la Mauritanie et mes autres pays maghrébins.
- Pays d'émigration, les pays maghrébins sont devenus pour la plupart, pays d'immigration et sont confrontés à la fois à l'arrivée de migrants sub-sahariens et l'émigration clandestine vers le Nord par la mer dans des embarcations de fortune.
- La situation de ces derniers est dramatique dans la mesure où de nombreux migrants périssent en mer ou sont récupérés et envoyés dans des prisons ou des camps de détention au Sud comme au Nord. Le programme FRONTX établi par l'Union Européenne avec la complicité des pays du Maghreb a transformé la Méditerranée en mur infranchissable et il porte atteinte à la liberté de circulation.

09 /02/2011
08h30-11h30

Démocratie et Droits Humains au Maghreb

La situation des Droits Humains dans les pays maghrébins, nonobstant les disparités entre ces pays, révèle que ces Etats sont encore en deçà de l'Etat de Droit, de la société citoyenne ou l'ensemble de la population jouirait de tous les droits humains. A l'aune des normes du droit, nos pays Maghrébins, ne sauraient être classés parmi les pays démocratiques en terme d'ancrage constitutionnel et de gestion politique, et ce du fait de l'imbrication des pouvoirs, de l'absence d'une justice indépendante, du non-respect de la volonté populaire, de l'exclusion des peuples de la gestion des affaires

publiques, de la non-garantie des libertés d'opinion, d'expression, d'appartenance, d'organisation et de mise en œuvre de l'égalité totale des sexes.

COORDINATION MAROCAINE DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

Pourquoi une mise en œuvre de la coordination des femmes Maghreb Machrek

La question de l'égalité entre hommes et femmes, dans l'espace Maghreb Machrek est un critère essentiel pour mesurer le degré d'évolution des sociétés et leur niveau effectif de démocratisation Dans la réalité.

La situation vécue par les femmes dans la région, comme le soulignent tous les rapports et constats de tous les forums sociaux mondiaux, régionaux et locaux, est relativement peu évoluée.

A cet égard, on ne peut que souligner que les femmes sont toujours privées d'une égalité des droits dans beaucoup de pays, citoyennes de second ordre, exposées à la violence domestique et à la violence sociale et confrontées à des logiques d'impunité.

Elles se trouvent renforcées dans une inégalité des droits et des conditions de vie dans plusieurs pays du Maghreb et du Machrek. En outre, leurs acquis sont remis en cause soit du fait du maintien de schémas patriarcaux (Inégalité de salaires, inégalité d'accès aux postes de responsabilité), soit par des politiques conservatrices, sur lesquels des groupes réactionnaires n'hésitent pas à faire pression. Il est incontestable que beaucoup de législations ont évolué, dans de nombreux pays comme le Maroc, La Jordanie, Tunisie, etc. mais il est tout aussi incontestable que la mise en œuvre des nouveaux droits ne s'accompagne pas toujours de changements dans les faits.

La problématique qui se pose alors c'est : est-ce qu'il faut avancer sur de nouveaux droits ou agir pour que les mentalités et les pratiques évoluent tout autant que les textes ?

Nous pensons qu'il est grand temps que la question de l'égalité soit placée au centre de nos préoccupations pour la mise en œuvre d'une stratégie émanant de ce forum, fondée sur le principe de l'égalité et l'approche genre. Où tous les participants et participantes de toute dynamique existante devront être clairement engagés. Essentiellement les associations des droits des femmes et des droits humains, pour cela il faut fixer des objectifs, des modalités de suivi et d'évaluation des progrès accomplis, mettre en place

des plans d'action réfléchis.

C'est pourquoi nous apportons notre soutien à la constitution d'une coordination des femmes Maghreb Machrek qui aura pour objectifs :

- Lutter contre les stéréotypes sexistes
- Impulser une prise de conscience collective et la création d'un débat public en vue de l'éradication de toutes les formes de violences à l'égard des femmes et notamment de la violence entre partenaires.
- Promouvoir l'égalité et la mixité des sexes dans l'enseignement obligatoire et supérieur Promouvoir les études et la recherche sur le genre
- Assurer la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision
- Lutter contre les inégalités et les discriminations qui entravent la jouissance effective, par l'ensemble des citoyens, des droits politiques, économiques, sociaux et culturels reconnus par les lois nationales et internationales.
- Renforcer la cohésion sociale et le « vivre ensemble » :
 - o En favorisant l'expression des différences et de la diversité sociale et culturelle, dans le respect des principes démocratiques,
 - o En contribuant au dialogue et à la connaissance mutuelle entre les individus et les groupes qui composent la société
 - o En développant les mécanismes de solidarité à l'égard des personnes et des groupes les plus démunis,
 - o En développant, là où les inégalités persistent, des politiques volontaristes

Conclusion :

Le sujet de l'égalité des genres constitue, pour nous acteurs des dynamiques sociales, une des priorités absolues de notre action. Voilà pourquoi nous souhaitons la mise en œuvre de la coordination Maghreb /Machrek des femmes pour que nous parvenions à transcender nos spécificités pour que très bientôt, dans les textes et dans les faits, la femme soit tout simplement l'égal de l'homme.

Tables rondes

08/02/2011

12h30-15h30

Mesures et outils pour l'accès des femmes à la justice

09/02/2011

12h30-15h30

Impacts de la crise sur les DESCe des femmes

Présentation de l'expérience marocaine, témoignages, projection d'un documentaire, discussion avec la salle.

FORUM MAROCAIN VERITE ET JUSTICE

08/02/2011

08h30-11h30

La justice transitionnelle et la lutte contre l'impunité

Présentation du cas du Maroc / échanges

CONFEDERATION DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL «CDT» - UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS AU MAROC «UGTM» ET LA FEDERATION DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL «FDT»

07/02/2011

16h00-19h00

Les modèles territoriaux de développement

Lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de tout genre

L'atelier se focalisera essentiellement sur le trafic d'être humain et les

atteintes à la dignité humaine

I/ Historique et état des lieux

II/ Arsenal juridique

III/ L'esclavage moderne : trafic déguisé (cas des femmes et des enfants)

IV/ les lacunes du système répressif

V/ Conclusion: suggestions pour une meilleure lutte contre les atteintes à la

dignité humaine en tout genre.

ORGANISATION DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL (ODT)

09/02/2011

12h30-14h30

Le Mouvement Syndical face à la crise du capitalisme

CONFERENCE qui a pour Objectif de faire un éclairage sur les effets de la crise du capitalisme sur le monde du travail et la stratégie de la solidarité syndicale internationale pour faire face.

Axe / Pour un monde débarrassé des principes et des structures du capitalisme, de l'oppression patriarcale, de toute forme de domination des puissances financières, des transnationales et des systèmes inégaux de commerce, de la domination néocoloniale et de la domination par la dette

RESEAU MAROCAIN D'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (REMESS)

Coopération et échanges économiques entre les entreprises et les institutions de l'économie sociale et solidaire en Afrique ; la migration des subsahariens en direction de l'Europe via le Maghreb ; le transfert de la technologie non polluante et appropriée entre les pays africains.

ACTION JEUNESSE

Action Jeunesse-FMAS, AIN LIBAN / DSC Egypt / IDZM Egypt /

Popular Arts Center Palestine / Union des femmes Palestiniennes

/ Jeunes actuels Tunisie / LTDH Tunisie / LADDH Algérie / RAU

Algérie / Génération Palestine

08/02/2011

08h30-11h30

RENCONTRE

Suivi de la dynamique des mouvements de jeunes de la région Maghreb / Machrek initiée au Forum des Mouvements sociaux de Bouznika (Maroc) de mars 2010. Discussion, élaboration-validation d'un plan d'action.

**FORUM DES ALTERNATIVES MAROC / Action jeunesse, Racines-
Arterial Network, Casamémoire, Collectif des abattoirs de
Casablanca, ARCI, Réseau Amazigh pour la citoyenneté, etc.**

09/02/2011

Tour 1 : 08h30-11h30

Tour 2 : 12h30-15h30

**La Culture : une nécessité pour l'émergence citoyenne et
économique**

La grande majorité des revenus des droits de propriété intellectuelle sont gérés par le nord et reviennent au pays riches. L'Afrique et les autres pays du sud, ne constituent, jusqu'à présent, qu'un marché destiné à consommer la production venant du nord sans contrepartie économique sur une créativité artistique et culturelle issue du sud.

Suite à l'appel des abattoirs de Casablanca (Maroc), les organisateurs du « Forum africain sur les droits culturels » qui s'est tenu le 28 novembre 2010 à la Fabrique Culturelles des Abattoirs à Casablanca ainsi que l'ensemble des participants appellent les acteurs culturels, les militants, et toute la société civile à se mobiliser pour :

1. Affirmer l'importance de considérer les droits culturels comme partie intégrante des droits humains.
2. œuvrer pour que les acteurs culturels et les artistes d'une part, les militants des droits sociaux et des droits humains d'autre part, travaillent ensemble pour la promotion des droits culturels comme droits humains fondamentaux.
3. Participer de manière active à la dynamique des foras sociaux, et en particulier au forum social mondial de Dakar afin que la question culturelle soit débattue en tant que droit humain et pas uniquement posée comme mode d'expression servant d'autres causes.
4. Adhérer et promouvoir les chartes internationales concernant les droits culturels, et en particulier la Déclaration de Fribourg, la Déclaration de l'Onu sur les droits des peuples autochtones et la Déclaration Unesco sur la diversité culturelle.

5. Reconsidérer les questions de propriété intellectuelle et des retombées économiques des industries créatives et culturelles.

Et partant du constat de convergence des problématiques liées à la culture dans les pays africains et au delà dans les pays du sud, les rencontres autour de la thématique des droits culturels aspirent aux quelques résultats suivants :

1. Développer des réseaux pour mener à bien une stratégie de lobbying au nom du secteur créatif africain aux niveaux national, continental et international pour l'adoption d'un arsenal juridique qui protège et promeut les droits culturels et les droits d'accès à la culture.
2. Recueillir et diffuser des informations pour renforcer la société civile dans les pays africains et lui permettre de prendre des mesures adaptées à ses intérêts propres.
3. Faciliter le débat sur des thèmes culturels locaux, continentaux et internationaux et développer les positions du sud et de son leadership par rapport à ces questions pour que les droits culturels occupent une place centrale dans la considération des questions des droits ainsi que dans les efforts vers un ordre mondial plus équitable.
4. Renforcer les capacités et le leadership dans le secteur créatif africain à travers des programmes de formation, de parrainage, des résidences, etc.
5. Aider à améliorer les conditions de travail et défendre les droits des artistes du sud.
6. Promouvoir et défendre les droits de l'homme, y compris le droit à la liberté d'expression et de création.

Les pays du sud se mobilisent pour établir une critique des systèmes de rétribution et de redistribution du produit des retombées économiques et financiers des industries créatives, et de construire des alternatives venant du sud afin de proposer et d'asseoir des politiques plus équitables quant à la création et à l'accès des populations à la culture.

La définition de la politique culturelle étant l'ensemble des actions visant à développer de nouveaux signes, comportements, valeurs et références au sein d'une population. La mobilisation pour la culture en tant que droit

humain indissociable des droits civils et politiques permettrait de donner un plus grand rôle à la culture comme instrument politique d'éducation et de conscientisation, voire de changement, atteignant par là deux revendications :

L'une interne à nos pays, en invitant la culture dans les stratégies politiques des développements humains, sociaux et économiques.

L'autre, externe, en installant le leadership renforçant la position des pays du sud dans les rapports de forces du sud avec le nord pour une meilleure redistribution des retombées économiques des industries créatives et culturelles entre le nord et le sud.

La rencontre organisée dans le cadre du Forum Social Mondial 2011 de Dakar sera un lieu de débat et d'élaboration de grandes directions touchant les différents aspects anthropologiques, économiques et politiques des droits culturels. A l'issue du FSM, un groupe de travail international pourra se constituer et continuer à travailler sur ces thématiques.

Traduction : Français Anglais Arabe

RESEAU D'INFORMATION ET DE LA DOCUMENTATION POUR LE DEVELOPEMENT DURABLE ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE
Giranda Intervozes, E-Joussour, FMAS, ALAI, Pambazuka, Ritimo/Rinoceros, Saccis, etc.

08/02/2011

L'information alternative au service des mobilisations sociales, politiques et environnementales

09h00 – 12h00 :

Etat des lieux sur les médias et sur le droit à l'information et à la communication suivi d'un débat sur la communication anti-hégémonique et la défense du droit de communiquer dans le monde.

13h00 – 16h00 :

En quoi les nouveaux médias, médias communautaires, sites d'information et médias sociaux peuvent renforcer et diffuser les mobilisations politiques et sociales ?

Débat : En quoi le fait de travailler ensemble peut permettre le débat, renforcer les veilles et alertes citoyennes, permettre de mieux diffuser les campagnes et les propositions.

16h30 – 19h00 :
Quelles convergences, quelles alliances possibles pour que les échanges d'information soient au service de la justice sociale ? Quelles propositions concrètes pour la pérennisation de ces sites et pour leur assurer une visibilité ?

Traduction : Portugais Français Anglais Arabe

ALTERNATIVES INTERNATIONAL

08/02/2011

12h30 – 15h30:

Towards World Forum on Solidarity with Palestine

09/02/2011

08h30 – 11h30:

Towards World Forum on Food Sovereignty

09/02/2011

16h00 – 19h00:

Alter-globalist Strategy: Challenge for social movements

PEOPLE HEALTH MOVMENT (PHM)

08/02/2011

12h30-15h30

Session 1: Human Resources for Health

09/02/2011

12h30-15h30

Session 2: Global Health Governance

09/02/2011

16h00-19h00

Session 3: Will Africa meet the MDGs? Women and Child Health

10/02/2011

12h30-15h30

Session 4: Health system strengthening

10/02/2011

16h00-19h00

Session 5: Trade and Health



CHARTRE DU MAGHREB DES PEUPLES

1 - Le Nouvel ordre mondial

Le Maghreb, comme le reste du monde subit l'emprise d'un ordre mondial unipolaire sous la férule de « l'empire » américain. Le règne des néo-conservateurs à travers la planète et en violation du droit international, engage des guerres dévastatrices, notamment en Irak, Afghanistan et au Liban, et continue à soutenir la colonisation de la Palestine sous les fallacieux prétextes de sécurité, de liberté et de démocratie.

Ce nouvel ordre mondial accélère la concentration des richesses, génère guerres, exclusions économiques, sociales et culturelles, détruit l'environnement, restreint les droits et libertés individuels et collectifs, tout en constituant, un terreau sur lequel s'épanouissent les replis identitaires et rétrogradés.

Face à ce nouvel ordre néo libéral, des hommes et des femmes, à travers la planète, expriment, à travers les forums sociaux, et les mobilisations sociales, les aspirations « des damnés de la terre »

L'une des finalités de ces espaces pour un autre monde, est de contribuer à renforcer la mondialisation de la résistance contre « un processus de globalisation capitaliste, commandé par les grandes entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service des intérêts de celles-ci ».

Ces lieux de convergence des mouvements sociaux « visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une globalisation solidaire qui respecte les droits de l'homme universels, ceux de tous les citoyens et de toutes les citoyennes de toutes les nations, et de l'environnement, soutenue par des systèmes et institutions internationaux démocratiques au service de la justice sociale, de l'égalité et de la souveraineté des peuples. » sous le mot d'ordre « Un autre monde est possible. »

2. Vers un Maghreb des Peuples

Les mouvements sociaux du Maghreb, sur la base de ces principes et valeurs citoyennes, démocratiques et universelles, sont partie intégrante des mouvements nés un peu partout à travers la planète, exprimant la volonté des peuples de bâtir un autre monde. Ils renforcent la dynamique internationale de résistance citoyenne à l'offensive néo libérale et se renforcent à travers elles.

La dynamique impulsée, depuis 2004, lors du Forum Social Maroc, et couronnée par l'Assemblée Préparatoire tenue à Bouznika, en 2006, en vue de la construction du Forum Social Maghreb, est fondée sur des considérations historiques, politiques, culturelles, linguistiques qui font de l'édification du Maghreb des Peuples à l'heure de la mondialisation et de la construction d'ensembles régionaux non seulement une nécessité, mais un enjeu et un impératif de l'heure. Elle doit contribuer à dépasser les clivages nationaux et les chauvinismes étroits qui retiennent la volonté des minorités de garder la mainmise sur le pouvoir et les richesses.

Les participantes et les participants à l'Assemblée Maghrébine, tenue en marge du 1^{er} Forum Social Maghreb les 25 - 26 et 27 Juillet à El Jadida,

a) considèrent que la dimension maghrébine n'est ni un concept creux, ni une vue de l'esprit, elle correspond non seulement à une histoire séculaire brisée par les guerres coloniales, mais elle est une nécessité actuelle et structurelle face à l'offensive européenne et les tentatives américaines de domination de la région. L'échec des Etats de la région à réaliser l'unité du Maghreb, les conflits régionaux nous mettent dans l'obligation de recherche d'alternatives pour créer un espace maghrébin de paix, de prospérité, de démocratie et de souveraineté populaire.

b) S'engagent à contribuer, par la confrontation des idées et le débat démocratique, à la construction d'alternatives face à la logique d'exclusion et aux choix sécuritaires des gouvernants

1- Charte de Porto Alegre

et de formuler des propositions concrètes articulées à des actions efficaces pour que les droits fondamentaux des populations, dans leur diversité, l'emportent sur les considérations sécuritaires et les intérêts financiers les plus étroits.

- c) affirment leur engagement pour l'édification
- d'une région démocratique des citoyen(ne)s et des peuples de la région, et pour dégager les voies et les moyens de la réalisation d'un **Maghreb de paix, de démocratie, de solidarité et de prospérité partagée**,
 - Un Maghreb fier et protecteur de sa diversité culturelle,
 - Un Maghreb respectueux des droits des femmes à l'égalité,
 - Un Maghreb qui valorise les organisations communautaires de base des citoyens et citoyennes et permet leur participation à la gestion des affaires publiques dans la dignité et l'égalité,
 - Un Maghreb garantissant les droits des jeunes ainsi que leurs aspirations légitimes à un avenir meilleur,
 - Un Maghreb respectueux de son environnement et jouissant de ses richesses
 - Un Maghreb protecteur des droits des enfants et des personnes en situation difficile ou vulnérable,
 - Un Maghreb respectueux des travailleurs et travailleuses et des droits syndicaux,
 - Un Maghreb fondamentalement ancré et enraciné en Afrique et solidaire avec les mouvements pour la paix, la justice sociale, la démocratie dans le monde,
 - Un Maghreb pleinement engagé dans la lutte des mouvements sociaux altermondialistes pour un monde meilleur un monde possible.

3-Champs de lutte et de convergence

- Le Forum Social Maghrébin, espace privilégié de convergence des mouvements sociaux, associations, syndicats, mouvements pacifistes et mouvements citoyens, de débats sur les thèmes liés aux grands enjeux de la région, sera un des lieux d'articulations de luttes communes, pour:
- La défense et la promotion des droits politiques, économiques, sociaux et culturels et des libertés individuelles et collectives,
 - La défense des droits Humains des femmes et la promotion d'une culture de l'égalité,
 - L'exercice de la démocratie et de la citoyenneté, la séparation des pouvoirs et la garantie de l'indépendance de la justice,
 - La séparation du politique et du religieux,
 - La participation des citoyennes et citoyens à la définition du contenu des réformes économiques, sociales, culturelles et politiques,
 - La gestion transparente et la protection des biens publics contre la dilapidation
 - La lutte contre l'impunité en matière de violations des Droits Humains et des crimes économiques,
 - L'accès des citoyennes et citoyens aux services publics de qualité,
 - Le droit à la santé, au logement, à l'enseignement, à la formation et l'accès à l'information,
 - L'émergence d'un système éducatif maghrébin, favorisant une recherche scientifique commune, dotée des moyens indispensables à son développement, ainsi qu'une juste valorisation des compétences maghrébines, pour lutter contre la fuite des cerveaux,
 - L'ouverture des frontières et le droit à la libre circulation des personnes dans l'espace maghrébin,
 - L'intégration économique de la région ainsi que le partage équitable des richesses produites,
 - Le respect des droits des migrants et réfugiés au Maghreb,
 - La paix et la sécurité collective, et contre la militarisation de la région et dans le monde.

Parce que nous sommes convaincus qu'
« **Un autre Maghreb est possible: le Maghreb des Peuples** ».